

Brochure n° 3256

**Convention collective nationale**

IDCC : 1589. – **MAREYEURS-EXPÉDITEURS**  
**(6<sup>e</sup> édition. – Avril 2004)**

**AVENANT DU 25 NOVEMBRE 2005**  
**À L'ACCORD DU 27 OCTOBRE 2000 SUR L'ARTT DANS LE SECTEUR DE**  
**LA MARÉE, MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.2.1 « HEURES SUPPLÉ-**  
**MENTAIRES. – CONTINGENT »**

NOR : *ASET0551427M*  
IDCC : 1589

L'article 2.2.1 « Heures supplémentaires. – Contingent » est ainsi modifié, alinéa concernant les heures supplémentaires non soumises à autorisation de l'inspection du travail :

« Les entreprises qui appliquent le présent accord peuvent recourir, le cas échéant, aux heures supplémentaires dans les limites fixées par la loi et le présent accord, après information et consultation, si elles existent, des institutions représentatives du personnel et information de l'inspecteur du travail. Ces heures ne sont pas soumises à l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail dans la limite d'un contingent de 130 heures par an et par salarié, dans les entreprises ne pratiquant pas une modulation du temps de travail ou une modulation comprise entre 31 et 39 heures par semaine et à 130 heures par an et par salarié dans les entreprises pratiquant une modulation au-delà de ces limites. »

Les parties signataires conviennent de demander au ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des mareyeurs-expéditeurs.

Fait à Paris, le 25 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Union du mareyage français (UMF).

**Syndicats de salariés :**

CGT ports et docks ;

FO-FGTA ;

Fédération des services CFDT ;

CFE-CGC agroalimentaire.